

ALPHONSE KARR.

LES
GUÊPES

OCTOBRE.

PARIS

RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 7.

1841.

Imprimerie Lange Lévy et C^e, rue du Croissant, 16

Sommaire.

Aux abonnés et aux lecteurs des *Guépes*. — A M. Augustin du café Lyonnais. — BILAN de la royauté. — M. Partarrieu-Lafosse. — La Charte constitutionnelle. — L'article 12 et l'art. 13. — Moyen nouveau de dégoûter les princes de la flatterie. — BILAN de la bourgeoisie. — M. Ganneron. — M*** — L'Orgie et la Mascarade. — M. J. de Rots.... — La Chatte métamorphosée en femme. — BILAN de la pairie. — BILAN de la députation. — Une Tombola. — Ce que demandent 77 députés. — Ce

qu'obtiennent 42 députés. — M. Ganneron. —
BILAN des ministères. — M. Molé. — M. Bu-
loz. — M. Duvergier de Hauranne. — M. Thiers.
— M. Guizot. — Angelo, tyran de Padoue. — Un
œuf à la coque. — M. Passy. — M. Dufaure. — M.
Martin (du Nord). — **BILAN de l'administration.**
— Les Synonymes. — **BILAN de la justice.** — **Bi-**
LAN de la littérature. — Les Louis XVII. — La
Parade. — Louis XIV et les propriétaires de
journaux. — *M. Dumas et M. de Balzac.* — **Bi-**
LAN de la police. — Facéties des enfans de Pa-
ris. — Trois minutes de pouvoir. — **BILAN de l'é-**
glise. — *Les Bons Curés.* — M. Ollivier. —
M. Châtel. — M. Auzou. — **BILAN de l'armée.** —
BILAN du peuple. — *Frédéric le Grand.* — *Le*
Pays. — **BILAN de la presse.** — Dieu ou Cham-
pignon. — La Sainte-Ampoule et les Écrouel-
les. — **BILAN de l'auteur.**

AUX ABONNÉS
ET AUX LECTEURS DES GUÊPES.

Voici le vingt-quatrième volume des *Guêpes* et le dernier de la seconde année de cette publication.

Je joins à cet envoi le volume de *Romah* — donné gratis aux abonnés. — Ce volume que j'ai cru devoir imprimer dans le format des *Guêpes*, n'en contient pas moins la matière d'un volume in-8°.

Le succès des *Guêpes*, aussi rapide et aussi grand que l'a jamais été celui d'une brochure piquante et spirituelle, — promet d'être aussi durable que celui d'un bon livre.

Il y a en Belgique plusieurs contrefaçons des *Guêpes*. — Il y a eu en France plus de vingt imitations. — Les théâtres ont à plusieurs reprises emprunté le titre des *Guêpes* pour obtenir du succès. — Il n'est pas jusqu'au théâtre d'enfans du passage de l'Opéra qui n'en ait parlé. On a donné cet hiver un quadrille de Julien intitulé : *Les Guêpes*, — et en même temps que les couturières appelaient une nouvelle étoffe *aile de guêpe*, — les pêcheurs des côtes de Normandie baptisaient et confiaient

à la mer un bateau qu'ils appelaient *la Guêpe d'Etretat*.

Le succès des *Guêpes* est celui du bon sens, du courage et de la vérité. — On peut les appeler les historiettes du Tallemant des Réaux de notre temps ; même choix d'anecdotes , narrées avec la haute raison de ce conteur. — Et si je ne me trompe, elles peuvent encore être comparées à la satire Ménippée, — cette œuvre qui exerça une si grande influence sur son époque.

La troisième année commence , — et les abonnés recevront le premier numéro le premier novembre prochain.

AVANTAGES OFFERTS AUX ABONNÉS.

Les personnes qui prennent au bureau un abonnement à la troisième année des *Guêpes*, au prix de 12 fr., ont droit :

1° A un Nouveau Roman de M. Alph. Karr, qui paraîtra au mois d'octobre 1842 ;

2° Aux deux premières années des *Guêpes* (24 volumes, et le roman POUR NE PAS ÊTRE TREIZE, paru aujourd'hui) au prix de 18 fr. par la poste, au lieu de 24 fr. qu'elles coûtent séparément.

Ainsi, pour 30 fr. on aura les trois années des *Guêpes*, 36 volumes, plus 2 volumes de Roman.

Le premier numéro de la seconde année contient un portrait de l'auteur.

HUICQUE, éditeur.

A M. AUGUSTIN,

DU CAFÉ LYONNAIS, A CLERMONT:

On s'est saisi du maire,
et il était sur le point d'être
lapidé, lorsque *Augustin*,
du café Lyonnais, s'est mis
entre lui et le peuple, et a
obtenu qu'on le lâchât. On
a exigé de lui qu'il quittât sa
décoration pour ne jamais la
repandre.

TOUS LES JOURNAUX.

Voyait pour elle Votre fille
Achille, et contre elle l'armée.

Racine.

Vous avez une belle position, M. Augustin,

— je ne vous connais pas autrement, — et je ne sais si vous en userez, si vous en abuserez. — Permettez-moi, cependant, de me tourner vers votre gloire naissante, comme vers le soleil levant — et de vous dédier ce volume, — qui est le dernier de la seconde année des *Guêpes*, et qui contient le *bilan* de la France.



LA ROYAUTÉ.

Ab Jove principium.

Il n'y a plus de royauté.

Je vous défie, M. Augustin, de trouver au café Lyonnais, un seul Français qui vous dise : *Je n'entends rien à la politique* ; — tandis que vous en trouverez beaucoup qui vous avoueront qu'ils ne sont *pás forts aux dominos* et qu'ils acceptent *des points* au billard.

(Cela vient peut-être de ce qu'au billard et aux dominos — on joue et on perd son propre argent, — tandis qu'à *la politique* on joue celui des autres.)

Cet homme rare que je vous demande, — cet homme qui, dis-je, n'entend rien à la politique, — vous ne le trouverez non plus dans aucune école ni dans aucun collège, — ni dans aucun atelier. — Les Français sont naturellement si forts sur la politique, qu'ils n'ont pas besoin des études élémentaires — pour former leurs idées et leurs convictions.

Peut-être, me direz-vous ici, M. Augustin, que cela peut jeter quelques uns d'entre eux dans des erreurs d'une certaine importance.

Je ne le nie pas tout-à-fait, M. Augustin; — ainsi ils ont lu dans les *journaux*, — que, *d'après la Charte*, LE ROI joue le rôle que joue son buste en plâtre bronzé derrière le dos des maires, — qu'il *règne et ne gouverne pas*.

C'est-à-dire qu'il *règne* — comme une corniche *règne* autour d'un plafond.

Les Français n'ont pas pensé à regarder dans la Charte si cela était parfaitement exact; ils auraient trouvé :

Art. 13. — Le roi est le chef suprême de l'état, — *commande* les forces de terre et de

mer, — *déclare* la guerre, — *fait* les traités de paix, d'alliance, et de commerce, — *nomme* à tous les emplois d'administration publique, etc., etc.

Vous conviendrez avec moi, M. Augustin, — que la Charte, pour laquelle tant de gens se sont fait tuer et en ont tué tant d'autres depuis quelques années, — vaut bien la peine d'être lue — une petite fois dans la vie d'un homme politique, — comme l'est tout le monde; — cette ignorance ferait croire à la postérité que, — comme les Égyptiens, nous avons une langue sacrée, — intelligible pour les seuls initiés, — et que nous avons l'habitude d'écrire les lois en hiéroglyphes. — Disons à la postérité — que la Charte est écrite en langage vulgaire, — avec les vingt-quatre lettres de l'alphabet ordinaire, — et que dans les Codes, — elle remplit, en petit-texte, — quatre pages d'un format à peu près semblable à celui des *Guêpes*.

Donc, il est parfaitement établi que, d'après la Charte, le roi doit faire le mort, — que toute manifestation de sa volonté, — que toute *participation* aux affaires est une *violation*

de la Charte, et un manque de foi à ses sermens.

Et si *la Charte* paraît dire le contraire, c'est qu'elle est payée par la police.

Charte, art. 12. — La personne du roi est inviolable et sacrée, — ses ministres sont responsables. Au roi seul appartient la puissance exécutive.

On dit : La France est perdue par *le gouvernement personnel*.

C'est-à-dire, la participation du roi aux affaires; — la Charte, il est vrai, défend d'attaquer la personne du roi par l'art. 12; — mais comme *par l'art. 13*, elle défend au roi de s'immiscer en rien dans les affaires, c'est lui qui le premier viole la Charte; — et si on la viole contre lui, ce n'est qu'après qu'il l'a violée le premier contre nous.

Mais me direz-vous, M. Augustin, l'art. 13 dit positivement le contraire.

Cela ne fait rien; — on a inventé en sus que les ministres devaient *couvrir* la royauté, — et on leur a reproché de la *découvrir*; sans songer que, par l'art. 12, — ils ne peuvent pas la *découvrir*, qu'ils la *couvrent* toujours de leur responsabilité.

Puis on a établi en principe, que le roi est comme un chevreuil dans une broussaille,— tant mieux pour lui si on ne le voit pas; — mais si les ministres (la broussaille) en laissent voir la tête ou la patte, — on a le droit de tirer dessus—(et vous avez vu qu'on ne s'en tient pas en ce genre au sens métaphorique).

Ainsi ces jours derniers,—on a jugé le journal *le National*; — le défenseur du journal a dit : Oui c'est le roi que nous avons attaqué, parce que le ministère laissait le roi à découvert.

On a demandé aux jurés : Le journal le *National* a-t-il attaqué la personne du roi ?

A quoi les jurés ont répondu — que, *sur leur ame et sur leur conscience, devant Dieu et devant les hommes*, — le journal le *National* n'avait pas attaqué la personne du roi.

Le lendemain les *journaux* disent,— le jury,—*la justice du pays*,—*les juges citoyens*, ont déclaré que le *National* avait bien fait d'attaquer le roi,—puisque le roi s'était mêlé de gouverner personnellement, ce qui lui est *interdit par la Charte*.

La Charte dit le contraire, — et les jurés

n'ont pas dit cela, parce que ce n'est pas cela qu'on leur demande, — et qu'ils n'ont pas le droit de le dire. — Leur droit et leur devoir sont renfermés dans la réponse à cette question : Le *journal* le *National* a-t-il attaqué la personne du roi ! oui, —ou non.

Dans les divers procès intentés à la presse pour attaques à la personne du roi, —les journaux ont pour eux une circonstance atténuante, c'est qu'ils sont attaqués par M. Par-tarieu-Lafosse, le plus nul et le plus grotesque de tous ceux qui bavardent au Palais.



Je n'ai pas besoin de vous rappeler, M. Augustin, combien de fois on a essayé d'assassiner le roi Louis-Philippe ; — voici qu'un monsieur, membre, dit-on, d'une des sociétés qu'il serait temps de ne plus appeler secrètes, après que depuis dix ans on n'a pas parlé d'autre chose, a tiré sur le jeune duc

d'Aumale; — un de ces jours on tirera sur les princesses.



La reine, assure-t-on, n'est jamais si heureuse que lorsque ses fils sont en Afrique au milieu des maladies du pays, — exposés au fer et au feu des Arabes, — parce qu'alors ils sont à l'abri des dangers plus grands des rues de Paris.

Le *Courrier Français*, — un carré de papier dont le plus fort rédacteur en chef, — feu Chatelain disait : — Voilà vingt ans que je fais tous les matins le même article avec le même succès ; — le *Courrier Français* — dit que l'on a été imprudent de décerner une sorte d'ovation à un jeune prince : — car, à son avis, c'est là ce qui a éveillé la pensée de ce crime abominable.

En effet, — voici un bon moyen de faire détester aux princes — les adulateurs; chaque

fois qu'un prince recevra une flatterie, qu'on tire dessus comme sur une bête fauve, et je réponds que les princes redouteront les flatteries.

De bonne foi — cependant, M. V*** de la P***, — si chaque fois que le *Courrier Français* a *décerné des ovations* à M^{lle} Fitzjames, — cette danseuse maigre et verte que vous savez, — un spectateur lui avait tiré un coup de pistolet du parterre de l'Opéra, — n'auriez-vous pas trouvé cela un peu sévère ?

Enfin, M. Augustin, il y a en France plus de cent cinquante journaux qui tous les jours prodiguent au roi les injures et les sarcasmes, et plus de cent cinquante mille personnes qui répètent ces sarcasmes et ces injures ; — et vous savez, M. Augustin, que dans les habitués des cafés, si quelqu'un laissait remarquer qu'il prononce le nom du roi sans y joindre quelque fâcheuse épithète, on ne tarderait pas à le soupçonner d'être un mouchard.

Ce n'est pas qu'au fond ces gens lui en veuillent beaucoup ; car pensez-y un peu et vous verrez que le roi n'a pas le pouvoir de faire quoi que ce soit à n'importe qui ; — ce n'est pas qu'ils le connaissent, — mais c'est

que cela a l'air intrépide et n'est pas dangereux.

Et moi-même, en voyant dans les journaux que le roi a fait donner un des plus beaux chevaux de ses écuries au lieutenant-colonel Levailant, — en échange d'un cheval arabe de grand prix qui a été tué sous lui lors de l'attentat du faubourg Saint-Antoine, j'en puis m'empêcher de vous renvoyer au numéro du mois de mai 1840, des *Guêpes*, — où vous verrez des révélations édifiantes sur les chevaux et sur les écuries du roi.

En résumé, la couronne royale est devenue la couronne du Christ, dont chaque fleuron est une épine, — le sceptre est le roseau dérisoire qu'on met à la main du fils de Marie.

La royauté se meurt, — la royauté est morte.

Et les poètes et les prosateurs voyant ainsi la royauté morte en France, vont s'écrier partout :

— « C'est qu'il n'y a plus de *croyances*. »

Ne me laissez pas oublier, M. Augustin ; de vous prévenir que ceci est une bêtise.

Passons à la bourgeoisie, — s'il vous plaît.

LA BOURGEOISIE.

C'est la bourgeoisie qui a renversé l'ancienne royauté et l'ancienne aristocratie; le peuple n'y a contribué que de quelques coups de fusil tirés et reçus sans savoir pourquoi !

Et cela devait être ainsi.

La haine la plus vivace est celle qui a pour origine l'envie; — l'envie est une sorte d'amour lâche et honteux; — on n'envie comme on n'aime que ce qui a un certain degré de possibilité; — le peuple n'enviait pas le faste et les dignités de l'aristocratie, — parce que

cela était trop loin de lui pour que ses yeux en fussent blessés.

La bourgeoisie s'est fait un roi bourgeois, — avec un chapeau gris pour couronne et un parapluie pour sceptre ; — puis les talons rouges de la finance, — les roués de comptoir, — s'en sont donnés à cœur joie ; — ils se sont mis à jouer de leur mieux les rôles de ceux qu'ils avaient supplantés, manifestant ainsi qu'ils ne les avaient attaqués, — non par haine pour les renverser, mais par envie pour prendre leur place.

Les bourgeois sont entrés dans la société comme dans une ville prise d'assaut, — ils se sont emparés de tout, ils sont devenus tout : — Gouvernement, — comme députés ; — l'armée, comme garde nationaux, — la justice, comme jurés.



Ils se sont gorgés de tout, — ils ont mis de

vieilles armoiries sur leurs voitures et sur leur papier à lettres ; — il n'y a pas une femme de marchand qui se refuse la couronne de comtesse ; — on n'ose pas n'être que baron à moins de l'être réellement.

Un de ces seigneurs de nouvelle date ayant acheté de la vaisselle d'argent, — la fait rouler par les escaliers pour la bossuer, — et lui donner un aspect de vétusté, — afin qu'elle ait l'air d'être depuis long-temps *dans sa famille*.

Une princesse de la finance, — M^{me} J. de Rotsch...., a outrepassé la mode qui prescrit le luxe des appartemens ; — quelqu'un admirait le nouvel arrangement de sa maison : — Je n'ai pas pu faire tout ce que je voulais, — dit-elle, — M. J. de R. n'a pas voulu dépasser cent mille francs pour ma chambre à coucher, j'ai été obligée de m'y soumettre.

Cette chambre à laquelle M. J. de R. se résigne, est arrangée avec des dentelles dont les femmes les plus élégantes portent sur elles une demi-aune en grande toilette.

Les fauteuils de son sa'on, — où M. J. de R. n'a pas mis la même lésinerie, sont incrustés d'argent doré au lieu de bronze.

Malheureusement pour eux — les bourgeois n'ont pas compris leur situation, ils ressemblent à la chatte métamorphosée en femme, qui en voyant une souris se jeta à quatre pattes et la poursuivit sous le lit. Ils ressemblent à ce laquais enrichi par la banque de Law, — qui, tandis qu'on lui ouvrait *sa* voiture, fut assez distrait pour monter derrière. Ils ressemblent à ce garçon de café devenu millionnaire — qui, lorsqu'il était surpris par un bruit de sonnette ne pouvait s'empêcher de crier — *voilà*.

Ils se sont accoutumés pendant long-temps à attaquer la royauté.

Aussi ils ne peuvent s'empêcher de se mêler un peu par air et par habitude aux nouvelles attaques dont elle est l'objet.

Ils ne voient pas, les malheureux, — que c'est leur royauté à eux, — que c'est eux qu'on attaque, — que c'est eux qu'on détruit.

Louis-Philippe est un roi bourgeois et le roi des bourgeois.

Ils devraient se relayer autour de lui pour défendre de tout ce qu'ils ont de courage et

de sang chacun des poils de sa barbe : car s'ils le laissent renverser, — que dis-je, — s'ils aident à le renverser, — ils sont perdus à jamais, — ils expieront leur usurpation grotesque, — et la mascarade et l'orgie à laquelle ils se livrent avec tant de confiance ; — leur puissance deviendra un rêve pour eux-mêmes, — et leurs enfans refuseront d'y croire.

Le journal le *National*, — du reste, a déclaré qu'il n'y a *plus de bourgeois*, — qu'il n'y a plus de *classes parmi nous*.

La royauté se meurt ; — la bourgeoisie se tue, — et les poètes et les prosateurs vont disant partout *c'est qu'il n'y a plus de croyances*.

Ne me laissez pas oublier, M. Augustin, de vous dire que ceci est une bêtise.



LA PAIRIE.

On appelle la chambre des pairs — la chambre aristocratique, — comme on appelle *Tuileries* le jardin du Roi où on ne fait plus de tuiles depuis l'an 1564.

Il n'y a plus d'aristocratie réelle en France ; — l'abolition du droit d'aînesse détruit les grandes fortunes en terres et en argent par la division incessante ; — il ne resterait donc que le relief des grands noms et la considération du corps ; — pour le relief des grands noms, les héritiers pour la plupart y mettent bon ordre ; pour la considération du corps, les journaux se chargent d'empêcher qu'elle ne soit excessive ; — la chambre des pairs s'amoindrit tous les jours et de ceux de ses

membres que la mort en ôte et surtout de ceux que les ministères y mettent.

Et les poètes et les prosateurs s'en vont disant : il n'y a plus d'aristocratie, parce qu'il n'y a plus de croyances. — Vous savez, M. Augustin, ce que je vous ai prié de me rappeler.



LA DÉPUTATION.

Voici, M. Augustin, le grand triomphe de la bourgeoisie : — Quatre cent cinquante messieurs sont censés représenter les électeurs qui sont censés représenter le reste du pays. — C'était un moyen d'apaiser un certain nombre de bourgeois — en leur donnant part au gâteau du pouvoir et du budget ; — car il faut ajouter à ceux qui sont élus tous ceux qui pourraient l'être, — et tous ceux qui élisent.

Dans la théorie du gouvernement constitutionnel, on avait pensé — qu'en donnant à presque tout le monde une petite part du pouvoir, — on intéresserait tout le monde à la conservation de l'ordre social ; — on avait compté sans ses nouveaux hôtes ; — la bou-

chée qu'on leur a donnée leur a montré la succulence du morceau, — et chacun veut le dévorer tout entier.

Autrefois, quand un fabricant de cachemirs français — avait fait sa fortune, — en mêlant à la laine un peu plus de coton qu'il n'en avait, — quand il se trouvait trop vieux pour les affaires, — il passait le reste de sa vie dans le repos, — à jouer aux dominos, à pêcher à la ligne.

Mais depuis l'invention de la représentation nationale, — on a remplacé ces délassemens innocens de la pêche à la ligne et du jeu de dominos, — par la Chambre législative. — On est usé pour ses affaires à soi, — mais on ne l'est pas pour faire celles des autres — qui ont toujours moins d'importance que les siennes propres.

Je sais qu'il y a pour répondre à ce que je vous dis là de grandes phrases toutes faites, — je les sais par cœur comme vous, — ne me les dites pas; — si je ne les dis pas moi-même, c'est que je ne leur trouve aucun sens.

Une fortune acquise — était le but de la vie; — maintenant ce n'est plus qu'un échelon; —

payer le cens est un sacrement, — un baptême politique; — aussi veut-on faire fortune de bonne heure; — aussi risque-t-on gros jeu dans l'industrie et dans les affaires; — aussi voit-on un député et un agent de change, — M. Gervais et M. Joubert, — faire faillite dans la même semaine.

Aussi pouvait-on supprimer le jeu — sans causer de grandes privations aux gens, — et la fermeture des maisons autorisées n'a-t-elle pas fait beaucoup crier, — parce qu'on donnait en place une grande tombola d'honneurs, de places, de fortune, de croix, etc., etc.

Je vous l'ai dit, —il y a moins loin pour devenir ministre, quand on est député, — que pour devenir député quand on est marchand de chandelles, comme l'était M. Ganneron. — Aussi, la députation n'est-elle qu'une étape, et M. Ganneron se met-il par momens au nombre des députés mécontents qui trouvent que *les affaires* ne vont pas, — je suppose qu'il ne parle pas des siennes.

M. Lebœuf a exigé que M^{me} Lebœuf fût reçue à la cour.

Il y a des députés qui s'occupent d'amélio-

rations matérielles... de leurs propres affaires. — En ce moment 77 députés demandent 77 places de préfets ; — c'est une des sessions où ils en ont demandé le moins.

Sur 72 places de premiers présidens et de procureurs généraux de cours royales, on en a donné 42 à des députés.

J'ai chargé trois de mes mouches, Mégère, Alecto et Tisiphone, — de me faire le compte exact des députés qui ne demandent rien, — ni pour eux, ni pour leurs parens, ni pour leurs amis ; — je vous en donnerai le chiffre exact un de ces jours.



D'autres ont une ambition plus creuse ; — ils veulent de la popularité et des éloges ; — ils ne veulent pas parler pour leurs quatre cent quarante-neuf collègues, — ils veulent que la France les lise. — Ceux-là sont dans la dépendance des journaux ; il faut qu'ils se donnent à un parti.

Page salie par le fisc.

Page salie par le fisc.

Car les journaux font de tout cela ce qui leur convient; voyez le même discours du même député rapporté dans le *National* et dans les *Débats*. Dans l'un, — l'honorable membre prouve que.....; — dans l'autre, — M. un tel essaie de prouver..... — Dans le premier, vous voyez le discours semé de parenthèses telles que : (Sensation profonde), (Marques d'assentiment), (Ecoutez, écoutez), et à la fin, cette remarquable IMPROVISATION, etc., etc. — Dans l'autre journal, il y a aussi des parenthèses, mais elles sont différentes : (Interruption), (Marques nombreuses d'improbation) et — (le bruit des *conversations particulières* nous empêche d'entendre la fin de cette longue *élucubration*), ou (la voix mal assurée de l'orateur, couverte par le bruit des *conversations particulières*, ne parvient pas jusqu'à nous.)

Etc., etc., etc.



Les questions d'intérêt matériel trouvent la chambre au moins inattentive et souvent déserte.

La sotte invention de la tribune qui exige une longue habitude de la parole en public, — empêche de parler les hommes spéciaux — qui savent les choses, — pour livrer toutes les discussions aux hommes qui ne savent rien, — si ce n'est parler.

Il n'y a de suivi que les questions de ministère, — c'est-à-dire celles qui ont pour but de savoir si une partie de la chambre va entrer aux affaires, — au pouvoir, et au budget — sous le nom de M. Thiers, — en renversant une autre partie qui tombera des affaires du pouvoir et du budget — sous le nom de M. Guizot.

On a récemment imaginé les coalitions. — Une coalition est une alliance dans le genre d'une julienne, — ou plutôt du thé de Mme Gibou ; — alliance entre les partis les plus opposés, — les plus hétérogènes, — qui n'ont entre eux d'autre rapport que celui de ne pas être au pouvoir ; — alliance qui a pour but de renverser le parti qui est au pouvoir, —

sauf à se disputer la place quand celui-ci sera par terre. — Chacun des partis s'engage par des promesses que celui qui, à la fin du grabuge, gagne la partie, a soin de ne pas tenir. — Alors la fraction renversée vient, à son tour, se joindre à ceux qui l'ont renversée, mais n'ont pas obtenu sa place, et on renverse à son tour le dernier usurpateur.

Il n'y a aucune espèce de raison pour que les choses n'aillent pas toujours ainsi, — et il est moralement et matériellement impossible, depuis cette invention des coalitions, — qu'un ministère vive plus d'une session sans être renversé ou pour le moins modifié.



Si vous demandez aux grands moralistes, — en prose et en vers, — les causes de tout cela, — ils vous répondront — *qu'il n'y a plus de croyances*. — N'oubliez pas, M. Augustin.... vous savez ?



LES MINISTÈRES.

L'homme qui gouverne n'est pas précisément celui qui est ministre, — c'est celui qui va l'être.—Avant le dernier ministère de M. Thiers, — il y avait six mois — (*les Guêpes* l'ont dénoncé en ce temps-là) qu'on n'obéissait qu'à lui,—qu'il dirigeait tout, qu'il donnait des ordres aux préfets, — qu'il faisait donner des croix et des places, et prononçait des destitutions.

Je vous en donnerai pour exemple M. Buloz, homme sans aucuns titres littéraires, —

directeur de deux Revues et du Théâtre-Français, — nom inventé par M. Molé ; — vous le croyez peut-être très perplexe entre M. Duvergier de Hauranne, qui lui impose des articles hostiles au ministère, et M. Guizot qui lui défend de les publier sous peine de perdre sa place?—eh ! bien, pas le moins du monde; — M. Buloz n'est point embarrassé, il publie un à un les articles de M. Duvergier, — il promet à chaque article à M. Guizot de n'en plus publier,— et il recommence.



Quand on dit d'un ministre, — il est vendu à l'étranger, — il trahit le pays, — il amoindrit l'autorité, — il écrase le peuple, etc.;

Cela n'a rien précisément de bien injurieux ; ce sont des paroles de convention, — que celui qui les reçoit aujourd'hui, — disait hier à celui qui les lui donne ;

Absolument comme lorsque dans la pièce

d'*Angelo*, tyran de Padoue, — M^{me} Dorval jouait la *Thisbé* et M^{lle} Mars Catarina. — Quelque temps après, M^{lle} Mars joua la *Thisbé* et M^{me} Dorval prit le rôle de Catarina.

Ce n'est jamais qu'une comédie et deux rôles; — cela a cependant un assez grave inconvénient, M. Augustin, permettez-moi de vous le signaler.



« La France, » « la patrie, » « *la gloire nationale*, » « la liberté, » « le maintien de nos institutions, » « le peuple, » « les lois, » etc., etc. Chacun de ces mots n'est qu'un plomb, une balle ou un boulet dont chaque personne politique charge son pistolet, sa canardière ou son obusier; qu'il tire sur ses ennemis politiques, c'est-à-dire sur ceux qui occupent la place qu'il veut avoir, — ou qui veulent avoir la place qu'il occupe.

Les meilleurs moyens s'usent ; — il faut en

trouver d'autres. — Pour cela, on ne regarde pas plus à remuer le pays, — que cet égoïste, dont parle un auteur grec, qui avait mis le feu à la maison de son voisin pour se faire cuire un œuf; — l'important est que l'œuf soit cuit à point.



D'abord les petits moyens suffisaient; — on attribuait au *gouvernement actuel*, — c'est-à-dire au ministère, — la pluie qui tombait ou qui ne tombait pas; — jamais on n'avait vu tant de chenilles que *cette année*, — la récolte serait mauvaise, — le pain très cher, etc.

Ces petits moyens étaient bien assez grands pour les résultats auxquels ils tendaient: car tout cela c'est toujours la question de cuire l'œuf à la coque; il ne s'agit que de savoir, — si M. Passy, ou M. Dufaure, ou M. Martin (du Nord), sera ministre.

Puis on y ajouta une petite émeute, — une

émeute de rien, trois lanternes cassées, une pierre jetée à un commissaire. .

Cela réussit

Le seconde fois, — il fallut six lanternes et deux commissaires; — puis quand on eut inventé les coalitions, —les partis extrêmes demandèrent des concessions, —on agita le pays de telle sorte qu'on fit monter la vase à la surface.

Et chaque fois les choses vont de mal en pis; — pour un changement de ministère, — on ne fait pas moins de trois ou quatre émeutes; — et maintenant on y tue plus de monde que dans les fêtes et réjouissances publiques, — où il y a toujours trois ou quatre morts, — et sept ou huit blessés.



L'émeute est plus fréquente, plus longue, plus meurtrière, — et dégénère en guerre civile, — toujours pour savoir — si M. Du faure ou M. Passy rentreront au ministère.

Le *National* accusé d'avoir provoqué à la

haine du roi, — répond avec raison qu'il n'a fait qu'imiter en cela — M. Thiers qui était au pouvoir hier, et M. Guizot qui est au pouvoir aujourd'hui ; — il cite leurs paroles semblables à celles pour lesquelles il est mis en ause — et on l'acquitte ; — peut-être eût-on dû au contraire faire le procès à M. Thiers et à M. Guizot ; — mais les lecteurs des *Guépes* savent ce que je pense des procès de presse.

Mais ces pauvres grands hommes politiques, toujours occupés du seul soin de faire cuire leur œuf à la coque, — continuent à mettre le feu à tout, — bêtement traitres qu'ils sont envers le pays et envers eux-mêmes : — car à force de se disputer et de s'arracher le pouvoir et de se faire aider pour tirer à eux par des mains peu choisies — à chaque fois qu'ils le ressaisissent et l'enlèvent à leurs adversaires, — ils doivent voir qu'il est plus sali et plus déchiré, — qu'il en reste des lambeaux entre les mains de leurs alliés — et dans la boue du champ de bataille, — et qu'aujourd'hui déjà ce n'est plus qu'un déplorable lambeau.

Tout cela vient-il de ce *qu'il n'y a plus de croyances*.

Nous en reparlerons, M. Augustin.

L'ADMINISTRATION.

De cette mobilité du pouvoir — il arrive nécessairement qu'il n'y a pas d'administration.

Les choses vont encore à peu près — parce que nous avons hérité de la vieille machine administrative impériale qui était bien faite — et qui, semblable à un tourne-broche, continue à tourner, — que ce soit un chien de race qu'on mette dedans pour y remuer les pattes, — ou un de ces hideux chiens devant la nomenclature desquels Buffon a reculé. —

On n'est pas nommé à une place ou à des fonctions — parce qu'on est capable ou qu'on a fait des études spéciales, — mais parce qu'on est cousin de quelqu'un — ou utile à quelque autre.

Il y a des vaudevillistes devenus préfets.



On a inventé le fonctionnaire indépendant — rouage d'une machine où il tourne à sa fantaisie ; — ceci n'a l'air que d'une bêtise. — Mais c'est plus fort que ça n'en a l'air au premier abord, quand on sait que l'*indépendance* d'un *fonctionnaire* consiste à abandonner le ministre qui s'en va pour se tourner vers le ministre qui vient, — et que c'est un nom honnête — qu'on est convenu de donner à la trahison pour la commodité des personnes.

Est-ce au défaut de croyances qu'il faut attribuer cela ; — j'en sais plus de vingt qui me

diraient oui; — vous savez ce que j'en pense ,
M. Augustin, — et je sais ce que vous en pen-
serez tout à l'heure.



LA JUSTICE.

Il n'y a plus de justice.

Le jury a été inventé sous prétexte de bon sens ; il a voulu avoir de l'esprit, — il a manqué de bon sens.

Un juré est appelé à répondre sur cette question : Un tel a-t-il fait ceci, — ou ne l'a-t-il pas fait ? — L'application de la peine ne le regarde pas, il ne doit la prendre en aucune considération. — Ce n'est pas ainsi que fait le jury ; il décide dans sa volonté — s'il lui plaît ou ne lui plaît pas qu'un tel subisse telle ou

telle peine; et à un appel à son bon sens et à sa conscience sur l'existence matérielle d'un fait, — il répond par des décisions aussi arbitraires que celles d'un *cadi ture*.

Un journal est accusé d'avoir attaqué la personne du roi, — il avoue à l'audience qu'il a prétendu attaquer la personne du roi.

Le jury interrogé répond que l'accusé n'a pas attaqué la personne du roi.

Le journal est acquitté — et explique avec les autres journaux de l'opposition que le jury avait voulu donner une leçon au gouvernement.

Les journaux trouveraient sans doute fort mauvais que le gouvernement voulût donner une leçon au jury.

Cependant s'ils approuvent que le jury, — qu'ils appellent *juges citoyens* et *justice du pays* quand ils sont acquittés, comme ils l'appellent *bourgeois sans lumières* quand ils sont condamnés; — s'ils apprennent que le jury juge d'après ses opinions politiques, — c'est-à-dire d'après le hasard qui fera que la majorité des douze juges appartiendra à leur parti; — ils doivent admettre et louer éga-

lement qu'un jury composé autrement le condamne pour *leur donner une leçon*. — Et alors il n'y a plus de justice, — il n'y a même plus de semblant de justice.

Rappelez-vous, d'autre part, ce que je vous ai dit, — que sur 72 places de présidens et procureurs généraux de cour royale, — il y en a 42 données à des députés.

Rappelez-vous — que depuis que les marchands rendent la justice, — l'assassinat est devenu un crime moins horrible que le vol, que le jury a trouvé des circonstances atténuantes dans plusieurs parricides.



D'autre part encore, — avant qu'un procès politique ne vienne à l'audience, — il y a un mois que les journaux en parlent, — flattent et menacent les juges ; — en un mot, grace à

a presse, il faut qu'un juge aime assez la justice pour lui sacrifier jusqu'à la réputation de la justice.



DE LA LITTÉRATURE.

Nous allons un moment, s'il vous plaît, M. Augustin, — parler de la littérature considérée comme puissance.

Elle n'existe pas comme puissance, — et elle est en train de ne plus exister comme littérature.

La *presse*, — cela veut dire les journaux, — s'est inventée un jour elle-même; — elle a fait semblant d'être la littérature tant que cela a été utile à ses projets. Elle s'est servie de la

littérature comme certains intrigans ont essayé de se servir de certains Louis XVII.

La littérature sert aujourd'hui au bas des journaux à faire la parade à la porte, — c'est le paillasse de la troupe.

Un poète qui n'est que poète, vivra pauvre, mourra de faim et mourra inconnu.

Il ne peut pas dire, comme Malherbe : — « J'ai toujours gardé cette discrétion de maître de la conduite d'un vaisseau où je ne suis que passager. »

Il faut qu'il s'aggrège à un parti politique ; il devra de préférence écrire quelques phrases contre les tyrans et l'esclavage — (vieux style), parce que les journaux du gouvernement ne sont lus par personne. — Il n'y a pas d'exemple d'éloges sans restrictions perfides données par un journal à un écrivain qui n'est pas de son parti.



Le gouvernement de son côté ne fait de cas

que des journalistes. — Un roman , une pièce de théâtre ne peuvent que détruire la société ; qu'est-ce que cela fait ; — mais un journal renverse un ministère, et ceci est grave.



Les croix données à la littérature, — ce que je vous dis là n'est pas une plaisanterie , — mais un fait, M. Augustin ; — les croix données à la littérature ne viennent pas du ministère de l'instruction publique , mais du ministère de l'intérieur, et plus souvent encore du ministère des affaires étrangères, auquel est en général attachée la présidence du conseil.



La littérature est aujourd'hui indépendan-

te; — on méprise Boileau et Racine à cause des pensions que leur faisait Louis XIV. — Louis XIV ne trouverait pas aujourd'hui un écrivain qui accepterait une pension de lui. — Il n'y a qu'une tache à cette indépendance, — c'est que les écrivains font antichambre chez les directeurs et propriétaires des journaux.



Quand la littérature n'était pas encore affranchie, un bon ouvrage faisait la fortune d'un homme.

Aujourd'hui il faut travailler et vendre tous les jours ; — la plume n'obéit pas à l'esprit , mais à la faim; — on n'a rien à dire, mais on a à dîner.

Les plus grands esprits de ce temps d'indépendance et d'affranchissement sont obligés de délayer leurs plus belles pensées dans des phrases inutiles. — Les marchands de ce

genre de denrée se sont rendu justice , en avouant qu'ils ne pouvaient reconnaître certainement que l'étendue d'un ouvrage et non point son mérite. — Il faut s'arranger pour étaler ce qu'on a d'esprit , de talent et de pensée sur un nombre de pages suffisant pour en pouvoir vendre toute sa vie.

On fait des chefs-d'œuvre, —comme les carabattiers font de la soupe le dimanche : — on ajoute toujours de l'eau au bouillon primitif.



On a supprimé *la postérité*, ce paradis des auteurs tombés ou affamés, —parce qu'il faut manger de son vivant.



Une petite anecdote pour vous distraire

M. Augustin ; c'est une petite médisance sur deux grands talens : M. de Balzac et M. Alexandre Dumas sont brouillés.

Au dernier voyage de M. Dumas, venant à Paris de Florence, d'où, à la surprise générale, il n'a rapporté aucune nouvelle décoration, — un ami commun leur fait passer la soirée ensemble ; — ils ne s'adressent pas la parole ; — vers minuit, M. de Balzac sort et dit en passant devant M. Dumas : « Quand je serai usé , je ferai du drame. »

« Commencez donc tout de suite , » — répond M. Dumas.



LA POLICE.

Je ne vous parlerai de la police que pour mémoire, M. Augustin ; — le Français a horreur de la police ; — il s'ensuit que les gens honorables n'y veulent pas entrer — et que cette horreur, d'abord sans raison , finit par être assez juste.

Dans une émeute , si la police arrive au commencement, on dit : On a donné par une intervention maladroite le caractère sérieux d'une émeute à un rassemblement inoffensif. — Si la police attend que l'émeute se forme, on

dit : Au lieu de réprimer dès l'origine les cris de quelques gamins, la police par sa coupable négligence a laissé dégénérer un léger désordre en une émeute inquiétante.



Je vous défie quand un mouchard arrête un voleur de dire à la mine quel est le voleur des deux.

Tâchez cependant de ne pas vous tromper, car le voleur se fâcherait.



L'uniforme donné aux sergens de ville était une mesure morale et honnête.

Mais il aurait fallu que cette mesure eût été générale.

La presse aurait dû soutenir cette mesure de tout son pouvoir; — loin de là, elle n'a que peu ou point blâmé les brigands qui en ont assassiné quelques uns dans le faubourg Saint-Antoine ; mais je vous défie, M. Augustin, d'inventer une mesure quelque généreuse, utile, libérale qu'elle soit, qui obtienne l'assentiment sans restriction des journaux; il est donc resté une partie de la police et la plus grande partie, — qui procède comme les voleurs, — c'est-à-dire par surprise et par guet-apens.

Ces gens qu'on lâche dans les émeutes — sans aucun insigne, — se meuvent indistinctement sur les curieux et sur les émeutiers, — et frappent les uns et les autres avec une intolérable brutalité.

C'est de la sauvagerie : — tous les agents de l'autorité doivent être reconnaissables à des marques distinctives; — on doit punir avec la plus grande sévérité tout citoyen qui lui oppose la moindre résistance ; — mais tout citoyen a le droit de tuer comme un chien tout homme qui sans se faire reconnaître à un signe irrécusable comme agent avoué de l'auto-

rité, — porte la main sur lui pour le frapper ou pour l'arrêter.



Les gens qui manquent de délicatesse dans l'esprit, ou d'imagination ou de gaiété, — tâchent d'assommer les agens de la police.

Ceux qui sont plus gais se contentent de *farces* plus ou moins exagérées. — A Paris surtout, la police a toujours tort; il n'y a pas de position si élevée dans la police qui puisse sauver le magistrat qui l'exerce.



Dans les dernières émeutes, — la police avait fort à faire pour défendre le préfet contre les enfans du peuple qui voulaient abso-

lument monter en croupe sur son cheval blanc. — A mesure qu'on en ôtait un, — il en regrimpait deux autres.



Le bourgeois de Paris, du reste, s'est fort habitué aux émeutes, — quand elle n'est pas dans sa rue, ni devant sa boutique ; — il n'y voit déjà plus un danger. — Il viendra peut-être un jour où il n'y verra plus un spectacle. Or, les spectateurs forment la moitié d'une émeute, — la police y est pour un quart, — les vrais émeutiers pour l'autre quart.

Seulement ceux-ci se sauvent, — et on ne prend presque que les spectateurs qui, fiers de leur innocence, restent sur la place où on les empoigne.



Un nommé Barbet, tonnelier, est amené devant le tribunal. — Il est accusé d'avoir porté le drapeau rouge :

« Ce drapeau était ma cravate. — On voulait me la prendre à cause de la couleur pour en faire un drapeau. — J'ai mieux aimé porter le drapeau que de me séparer de ma cravate qu'on m'aurait volée. »

Qui sait où Barbet pouvait être conduit pour ne pas quitter sa cravate ; — que l'émeute eût réussi, — et M. Barbet pouvait devenir roi de France sous le nom de Barbet I^{er}.

Vous fronchez le sourcil, — M. Augustin ; — Barbet vous semble un homme dangereux pour les droits que vous avez failli tenir de la nation.

Mais soyez sûr que tout ceci finira par une bouffonnerie de cette force-là.



J'ai connu un homme qui, à la révolution

de Juillet, — voyant à l'Hôtel-de-Ville une table ronde où étaient assis des messieurs qui écrivaient, — s'y assit dans un coin vacant, — et apprit que par ce seul fait il faisait partie du gouvernement provisoire ; — il se mit donc à écrire comme les autres ; — mais il eut besoin de s'absenter trois minutes. — Quelque gouvernement que l'on soit à l'improviste, — quelque obligé qu'on se trouve de consacrer son temps à son pays, — la nature a des lois inexorables ; — notre homme sort et laisse son chapeau à sa place.

Il reste trois minutes et rentre, — il n'était plus gouvernement. — Un autre monsieur s'était assis à la place, — et le repoussa du coude. — Au moins, — dit-il, — rendez-moi mon chapeau. — On lui rendit son chapeau.





L'ÉGLISE.

Il n'y a plus d'église.

Ou au moins l'église n'a plus ni force ni action. Il y a deux classes de personnes qui vont à la messe.

Les partisans de la légitimité, — parce que c'est une protestation contre les doctrines libérales.

Les bourgeois parvenus et les danseuses, — parce que cela est comme il faut et parce que l'ancienne aristocratie y allait.

Ah ! — il y a aussi... les gens pieux qui y vont pour prier Dieu.

Il y a deux classes de prêtres :

Ceux qui ont pris pour modèle les *bons curés* de M. de Béranger, — qui chantent à table, — prennent le menton aux filles et vont à la chasse.

Ceux qui, au contraire, voulant s'opposer au flot du libéralisme, se sont renfermés dans les vieilles choses de l'église, — parlent contre les juifs, contre les pharisiens, contre Luther, — traitent des questions de dogme, — ne se mêlent à rien des choses de ce temps-ci, — professent les doctrines qu'on n'attaque pas, parce qu'on ne s'en occupe guère, — et une religion qui exerce précisément autant d'influence que celle du bœuf Apis, — ou celle de Teutatès.



Je n'appelle pas prêtre — M. *** qui n'est pas chrétien, — ni M. Châtel, qui, sacré évêque par un épicier de la rue de la Verrerie, — a sacré Auzou, ancien comédien de la banlieue, — lequel Auzou l'a excommunié, et qui pis est, mis à la porte ;

Ce M. Châtel, prêtre des Gaules, — qui tour à tour dit la messe dans une église de garçon, à l'entresol, — rue de la Saardière, — dans un local, boulevard Saint-Martin, — où il remplaçait un rhinocéros et un éléphant, et dans l'écurie des pompes funèbres.



Je ne suis pas très disposé à appeler prêtre non plus des hommes qui ont pris ce métier *comme un autre*, — pour faire leurs affaires comme M. Olivier, — hier curé de Saint-Roch, aujourd'hui évêque d'Evreux, — qui attirait

du monde dans son église au moyen de la musique de l'Opéra ;

Ni de celui de Notre-Dame-de-Lorette, qui *travaille* dans une église-Musard si mal composée, que la police est obligée d'y tenir des sergens de ville ;

Ni de celui, — j'ai oublié son nom, — qui faisait annoncer dans les journaux (1 fr. la ligne), avec les sous-jupes-Oudinot, — que M. Lacordaire prêcherait dans son église *en costume de dominicain* :

Et s'il n'ajoutait pas comme le marchand de *crinoline*, *cinq ans de durée*, — c'est que ce n'est pas une qualité que l'on a prise d'ordinaire dans les sermons.



La prêtrise est à ces gens-là ce que la farine est au paillasse Del ucau : — elle sert à les rendre plus grotesques.

L'ARMÉE.

Les bayonnettes intelligentes — inventées pour l'armée par les journaux sont le digne pendant de *l'indépendance des fonctionnaires*. — L'émeute réussie de Juillet où on a récompensé les soldats qui avaient passé du côté du peuple, — et les émeutes manquées de Lyon et autres lieux, où on a puni ceux qui avaient fait la même chose, — ont jeté quelque perturbation dans l'armée.

Les journaux ont loué l'insubordination et attaqué violemment la discipline.

Quand il a fallu réprimer des émeutes — on a dit que les soldats *assassinaient* le peuple.

Pour plaire aux journaux il faut qu'ils trahissent leur serment, manquent à leur honneur et s'exposent à être fusillés de par un conseil de guerre, — à Grenelle ; — pour ne pas trahir leur serment, ne pas manquer à leur honneur, — et ne pas s'exposer à être fusillés à Grenelle, il faut qu'ils s'exposent à être appelés assassins dans les journaux et fusillés par le peuple au coin des rues. La position est difficile ; — quand à Clermont ils combattaient l'émeute dont le recensement était le prétexte, — on disait qu'ils assassinaient *le peuple*, comme s'ils n'étaient pas le peuple aussi, et comme si, en fait d'impôts, ils ne payaient pas le plus lourd de tous, — l'impôt de la vie et du sang.

En même temps que vous vous plaignez de l'armée, vous faites tous vos efforts pour rompre tous les liens de la discipline ; — mais si vous réussissiez, c'est alors que l'armée serait redoutable et odieuse.

LE PEUPLE.

Il y a un mois, — dans un chapitre des *Guêpes* adressé à M. de Cormenin, — je lui demandais ce qu'était le peuple. — Cette question a été fort débattue dans les journaux depuis quinze jours.

Sur cette question, comme sur les autres, — on a vu tomber

Un déluge de mots sur un désert d'idées.

FRÉDÉRIC LE GRAND.

Le peuple, comme partie du pays tranchée

et séparée, n'existe pas. — Quand une chose existe on doit pouvoir dire où elle commence et où elle finit.

Quelques dissentimens politiques qu'il y ait entre vous et moi, — vous ne pouvez pas me nier qu'une pomme est une pomme. — Si vous me montrez un soldat, et que vous me disiez : Voici un soldat, — je ne puis pas vous répondre : Ce n'est pas un soldat.

Le peuple de certains journaux se compose des gens qui font des émeutes.

Le peuple de certains autres — se compose des gens qui n'en font pas.

« Le pays » a absolument le même sens.

Le pays, comme le peuple, veut dire ceux qui pensent comme nous, — ou ceux par qui nous faisons tirer les marrons du feu.



Les journaux républicains appellent *le peuple* la classe *la plus nombreuse*.

Puis un jour d'émeute, ils disent *le peuple* est sur la place.

Puis l'émeute finie, on trouve que l'émeute se composait de 300 hommes, — dont 150 spectateurs, — 50 gamins au dessous de 16 ans, — 40 voleurs, — et 50 agens de police, — et une dizaine de pauvres diables de bonne foi qui croient combattre pour *la liberté* dont ils jouissaient sans contestation, et dont ils se sont privés pour quelques mois.



Le *National* a déclaré qu'il n'y avait plus de bourgeois, qu'ils étaient trop mêlés au peuple pour qu'on pût les reconnaître.

Disons alors que le peuple est également trop mêlé aux bourgeois pour qu'on puisse le discerner.

Pourquoi alors le *National* parle-t-il si souvent du peuple, — par opposition aux bourgeois ?

Les gens qui se font tuer dans les émeutes, sont pris généralement sur les dix pauvres diables de bonne foi dont je parlais tout à l'heure.

On brûle un peu, — on pille pas mal.

Et alors vous lisez le lendemain dans le *Constitutionnel* que tout cela aura pour résultat heureux de ramener *M. Pâssy* aux affaires.

Le *Courrier Français* préfère *M. Disaure*.



Le *Peuple*, si respecté, — si proué, si sanctifié par les partis, — le peuple pour lequel on fait tout, — pour lequel on demande tout, est une assez heureuse invention. — Si on disait, par exemple, qu'on prend ou qu'on demande telle ou telle chose pour *M. Augustin du café Lyonnais*; *M. Augustin du café Lyonnais* di-

rait le lendemain : Mais vous ne m'en donnez pas.

Tandis que le peuple ! — qui est-ce qui peut dire : je suis le peuple.

Et d'ailleurs, on peut toujours répondre : — Vous n'êtes pas le peuple.

Voyez, du reste, — M. Augustin, — relativement au peuple, le dernier numéro des *Guêpes*.



Sougez seulement à l'importance qu'a une émente aux yeux de la raison, — en voyant que :

Un grand nombre des habitans des communes de Beaumont et d'Aubières — se sont battus dans les rues de *Clermont* pour empêcher le recensement ; — lequel recense-

ment avait été fait dans les communes d'Aubières et de Beaumont de puis long-temps déjà, et n'y avait rencontré aucune opposition.



LA PRESSE.

C'est ici, M. Augustin, que vous avez à me rappeler quelque chose.

O moralistes, — ô philosophes ! — ô poètes — qui dites : La société tombe en dissolution, — parce qu'il n'y a plus de croyances, — parce qu'on ne croit plus à rien.



O mes braves gens ! plus de croyances ! mais jamais il n'y a eu autant de crédulité ; — jamais les hommes n'ont été aussi jobards et aussi gobe-mouches ; — mais les peuples qui adorent et prient la fiente du grand *lama* sont des incrédules et des voltairiens auprès de nous.



Plus de croyances ! — mais on croit à tout, — mais on se dispute pour tout ; — mais on se bat pour tout.

Plus de croyances à une époque ou un pouvoir aussi singulier que celui de la presse est le seul pouvoir !



On ne croit plus à rien ! Mais écoutez donc,
M. Augustin.

La presse est un pouvoir qu'il faudrait comparer à Dieu si on ne connaissait pas les champignons, — car il ne procède que de lui-même.



La presse est un champignon qui s'est élevé un matin sur le *detritus* de tous les autres pouvoirs.



La presse est une puissance nourrie de

toutes les autres puissances qu'elle a dévorées.

La liberté de la presse est engraisée du carnage de toutes les autres libertés.



Elle crève d'indigestion et de pléthore.

On ne croit plus à rien, — dites-vous, parce qu'on ne croit plus à la sainte ampoule, — parce qu'on ne prie pas Louis-Philippe de toucher les écrouelles ; — on ne croit plus à rien, — parce qu'on ne croit plus à vos vieux contes.

Vous dites qu'il n'y a plus de croyances comme les vieilles femmes disent qu'il n'y a plus de galanterie et plus d'amour.

On ne croit plus à rien, — mais on croit à M. Léon Faucher, — mais on croit à M. Chambolle, — mais on croit à M. Jay.

Mais on croit aux journaux.

Mais on croit aux histoires de centenaires, de veaux à deux têtes, de mendiants millionnaires, — toujours les mêmes qu'ils vous racontent — quand il n'y a ni séances, des chambres, — ni crime un peu corsé.



On ne croit plus à rien ; — mais vous avez cru le journal *le Temps*, quand il vous racontait que les Espagnols avaient saisi la *Victorieuse* ; — et quand il a été obligé d'insérer le démenti du ministère, — vous avez cru

aux choses qu'il vous a racontées le lendemain.



On ne croit plus à rien ; — mais quand le *National* vous a dit :

« M. Pauchet, membre du conseil général d'Eure-et-Loir, a voté contre le recensement. »

On lui a répondu :

« M. Pauchet n'a pas voté contre le recensement parce qu'il est MORT depuis plusieurs mois. »

Et vous avez cru ce qu'il a plu au *National* de vous dire le lendemain.



On ne croit plus à rien, — mais vous avez
 eru que le duc de Bordeaux était mort, —
 parce que le *Moniteur Parisien* — vous l'a-
 vait dit.



On ne croit plus à rien, — mais le journal
 le *Siècle* vous dit : — Le recensement va com-
 mencer à Paris, — nous ne nous y soumet-
 trons pas, — nos portes seront fermées. On
 lui répond : Mais, M. le *Siècle* il y a quatre
 mois que vous êtes recensé — vous et votre
 imprimerie et vos bureaux, — et le lendemain
 vous lisez le *Siècle* et vous croyez ce qu'il vous
 dit.

On ne croit plus à rien, mais vous croyez
 aux *pluies de crapauds*, — vous croyez au
serpent de mer, — vous croyez aux *revenans*,
 — vous croyez au *chou colossal*, — vous

croyez à tout ce que les journaux vous racontent.

Les journaux vous disent qu'il y a une émeute à la porte Saint-Denis, — vous allez voir l'émeute qui n'y est pas ; — mais la police aussi naïve que vous, — qui vient de son côté, vous prend pour l'émeute et vous empoigne.

Il n'y a plus de croyances ! mais trouvez-moi dans une religion ; — chez les sauvages mêmes, — croyance plus bizarre à des dogmes plus absurdes.

Quoi, vingt-quatre caractères ; — vingt-quatre lettres, — arrangées de certaines façons et mis sous vos yeux sur un carré de papier, — suffisent pour vous rendre gais ou furieux.

Quoi, ces vingt-quatre fétiches, ces vingt-quatre idoles selon que celle-ci est mise avant celle-là, et celle-là avant celle-ci, — vous imposent toutes leurs volontés.



La presse est un pouvoir immense qui n'en reconnaît aucun au dessus de lui, — ni aucun à côté de lui.

La presse — demande compte de ses actions et de ses pensées — au capitaine — comme au législateur, à l'agriculteur — comme au marin, — à l'artiste — comme au savant.

La presse est donc dirigée par les savans, les artistes, les agriculteurs, les marins, les capitaines, les législateurs les plus illustres, les plus infaillibles et reconnus par tout le monde comme les plus sages et les plus érudits — pour qu'ils osent ainsi parler d'en haut à tout le monde.



Non, la presse est dirigée par des écrivains — et non pas même par les écrivains les plus illustres du pays; — il n'y en a pas dix dans

tous les journalistes dont vous sachiez les noms.

¶ Que le plus fort de tous ces autocrates parle dans une assemblée, — on ne l'écouterà pas, — mais que ses paroles arrivent par la poste, — imprimées sur un carré de papier, — on ne s'avisera pas de les révoquer en doute, — si ce n'est sur la foi d'un autre carré de papier.

Contrairement à la religion du Christ, — l'esprit est une religion qui périrait par l'incarnation, — c'est un dieu qui doit ne se manifester que par le bruit de sa colère et de sa foudre, — et qui est perdu quand il se montre lui-même.



Grand Dieu ! toutes les puissances donnent leur démission, — parce qu'il n'y a plus de

croyances à une époque où les hommes ont la charmante naïveté de se laisser gouverner par vingt-quatre morceaux de plomb, — du papier et de l'encre.



Mais ne faites donc plus de balles. — La puissance militaire est morte comme les autres. — Je vous ai dit que la presse l'avait mangée. — Fondez donc toutes vos balles pour en faire des alphabets. — Démolissez vos arsenaux — et faites des casses d'imprimerie.

Quoi, il y a une puissance comme celle-là, et ce n'est pas la royauté qui la tient dans ses mains. — Ah ! vous méritez ce qui vous arrive, et qui pis est ce qui vous arrivera.



Cette puissance vous ne savez pas la prendre, et vous lui donnez de la force, — vous lui créez des privilèges par vos sottises fiscales, — par votre avarice insatiable ; — ne vous plaignez donc pas d'être fouettés puisqu'on vous paie pour cela, — puisque vous faites et vendez les verges.



Liberté illimitée à la presse, — plus de timbre, plus de cautionnement, plus de procès, — et elle meurt apoplectique.



Vous ne savez pas la tuer, — vous ne savez pas la conquérir ; — elle vous tuera.

Puis elle se tuera après, — car il faut aussi lui dire la vérité.

Elle peut tout contre les autres, — elle ne peut rien ni pour les autres, ni pour elle-même.

Elle tue, elle ne crée pas, — elle ne vit pas.

Elle mange tout et elle ne produit rien ; quand elle aura tout dévoré, — elle mourra d'indigestion ou de faim.



Ainsi donc, M. Augustin, — vous savez comment sont les choses, — je crois vous les avoir montrées avec fidélité.

Permettez-moi de vous donner un conseil ; — tâchez qu'on tue le moins de monde possible, — ne dégrandez plus personne ; — il y a

bien assez de gens qui se dégradent eux-mêmes, vous pouvez bien attendre.

Croyez-moi, — restez au café Lyonnais, — ne livrez pas votre modeste existence à tout ce brouhaha. — Qui sait si votre gloire n'a pas déjà produit pour vous des fruits amers, — et si on ne dit pas de vous, au café Lyonnais, — comme du héros d'un des spirituels dessins de Daumier, — que « vous connaissez le double blanc. »



L'AUTEUR.

Les choses sont *au fond* comme elles ont toujours été, — comme elles seront toujours.

Les hommes ne sont pas si frères qu'on le dit ; à peine étaient-ils trois ou quatre au monde, qu'ils ont commencé à s'entretuer.

Et *la Bruyère* l'a dit :

« S'il n'y avait que deux hommes sur la

terre, ils ne tarderaient pas à avoir dispute, quand ce ne serait que pour les limites.»

La perturbation actuelle vient de ce que *le peuple* est un peu comme l'ours du Jardin-des-Plantes, — on lui jette au bout de son arbre un gâteau au haut d'une ficelle pour le faire monter; — puis, quand il monte, on retire la ficelle.

On lui a montré depuis onze ans le gâteau de trop près, — et il est d'autant plus irrité de ne pas le manger.

Que ce soient ceux-ci ou ceux-là, — les plus forts opprimeront toujours les autres comme les gros poissons mangent les petits et sont eux-mêmes mangés par de plus gros. — Que ceux qu'on appelle *le peuple* aujourd'hui — deviennent ceux qu'on appelle *le pouvoir*, — ceux-ci joueront à leur tour le rôle *du peuple*, — qui jouera le rôle que joue le pouvoir aujourd'hui.

C'est pourquoi tout cela — m'est égal.

P. S. Vous me ferez plaisir, mes chers lecteurs, de relire, à la fin de cette seconde année, ce que je vous ai dit à la fin de la première, — et vous me ferez plus de plaisir encore de continuer à lire la troisième, dont vous recevrez le premier numéro, le 1^{er} novembre prochain.

Alfred Kuss

VA 2 1506952

